

**Conclusion, Agnès Lefranc, Chef du Service parisien de santé environnementale (SPSE),  
Ville de Paris**

*N.B. : il ne s'agit pas d'une retranscription de l'intervention orale, mais des notes prises en préparation de l'intervention.*

Je souhaite en tout premier lieu remercier les organisateurs et les intervenants pour la richesse des présentations et des échanges de cette journée, qui ont fait totalement écho à ma pratique professionnelle quotidienne au sein de la Ville de Paris.

Le service que je dirige regroupe en effet des capacités opérationnelles d'intervention sur le terrain et des capacités d'expertise dans les domaines des polluants chimiques ; des micro-organismes et des allergènes ; de l'amiante, des fibres et particules ; des animaux porteurs de risque pour la santé ; de l'observation de la santé environnementale et de l'évaluation des impacts sur la santé des politiques publiques.

La présentation de M. Michelin, ce matin, sur les campagnols, faisait parfaitement écho à la situation qui peut être rencontrée en milieu urbain concernant les rongeurs : l'abondance de nourriture, liée aux activités humaines (qui ne sont pas là des activités agricoles) favorise la prolifération de ces animaux. Les risques perçus pour la santé humaine, et la gêne qu'ils occasionnent deviennent alors des enjeux importants et sont souvent au cœur des débats. Les politiques se saisissent de l'enjeu, et la production de connaissances sur le sujet – qui fait d'ailleurs l'objet à Paris du projet Armaguedon réunissant le Muséum National d'Histoire Naturelle, l'Institut Pasteur, VetAgroSup et Sorbonne Université, et bénéficiant d'un financement ANR – n'apporte qu'une réponse partielle aux préoccupations sociétales.

La nécessité d'utiliser les rodenticides chimiques avec sobriété, pour limiter le développement de résistances (tout comme dans le cas des résistances microbiennes évoquées ce matin) et réduire les impacts sur l'environnement a imposé des approches de lutte intégrée, seules à même de limiter durablement la prolifération des rongeurs. Ces approches agissent, conjointement à l'utilisation de moyens de lutte chimique (rodenticides) et mécaniques (pièges), sur la disponibilité de nourriture (via la présence de déchets accessibles ou incivilités), les voies de circulation et de passage pour les rongeurs, les possibilités de nidification... Elle force, en outre, au décloisonnement entre services (en charge de la propreté, des espaces verts, de la lutte contre les espèces porteuses de risques pour la santé), luttant en cela contre les « silos » évoqués à plusieurs reprises au cours de la journée pour leur prégnance à l'échelle des territoires. Elle vise également à concilier, par des dispositifs techniques adaptés en termes de conception et d'entretien des infrastructures, l'objectif de maîtrise des populations de rongeurs avec d'autres objectifs tels que la végétalisation, la présence de l'eau en ville, etc.

Cet exemple peut être un peu long pour illustrer le fait que, à l'échelle des territoires, l'objectif d'optimisation durable de la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes est, il me semble, une évidence. Mis en pratique parfois depuis longtemps, sans toutefois « porter l'étiquette » « une seule santé ». Je citerais en illustration supplémentaire de cela les actions



ayant fait l'objet des présentations de Ronald Charvet et Raphaël Martin au cours de cette journée.

Quel est alors l'intérêt de « faire » du « une seule santé » à l'échelle des territoires ? A la lumière des interventions de cette journée, j'y vois pour ma part des intérêts multiples :

- La reconnaissance de l'interdépendance entre santé humaine, santé animale et santé végétale impose de mutualiser les approches, au-delà des disciplines et des organisations, qui nous le savons, peuvent être très cloisonnées, surtout au niveau des territoires ;
- L'approche une seule santé remet au premier plan les démarches de prévention, souvent grandes oubliées des politiques de santé publique humaine, animale et végétale ;
- L'approche une seule santé donne un cadre conceptuel pour des réflexions au sein de la communauté scientifique, cela a été illustré par plusieurs interventions aujourd'hui, mais aussi au sein de la communauté des techniciens des collectivités territoriales, ainsi que pour le débat public et l'implication des parties prenantes. Cette implication, au sens le plus entier du terme (et non pour une seule « information » en fin de parcours) étant un gage indispensable de réussite des politiques publiques dans le champ de la santé (humaine, animale ou végétale).

Ce constat d'une utilité, voire de l'aspect indispensable, d'une approche une seule santé au niveau des territoires étant fait, quels sont les moyens de la mettre en œuvre ? Comment d'une part intégrer explicitement l'approche « une seule santé » dans les actions qui en relèvent déjà (sans toutefois toujours que cela soit reconnu). Et d'autre part, comment développer de nouvelles actions dans le cadre d'une démarche « une seule santé » ?

Au-delà de la formation et de l'information sur le concept « une seule santé », il me semble qu'il y a surtout besoin d'intégrer dans des documents, formations, guides, outils méthodologiques... sectoriels existants l'approche « une seule santé ». Je pense par exemple aux différents documents et méthodes qui visent à prendre en compte la santé dans les projets d'urbanisme et la planification urbaine, comme cela a été illustré au cours de la matinée par la présentation d'Alexandra Cocquière.

Cette acculturation des différents acteurs à l'approche « une seule santé » doit s'effectuer sans oublier de sensibiliser conjointement au fait que l'application de ce cadre conceptuel à une démarche, projet ou action - à quelque échelle que ce soit, mais particulièrement à l'échelle des territoires - doit être précédée d'un questionnement sur la pertinence de son application à l'échelle considérée, et sur la faisabilité, en termes de compétences, de moyens et de volonté politique de son application. Il ne faut pas que « une seule santé » soit juste un « label » que l'on colle sur une action pour la rendre plus « séduisante », plus « dans l'air du temps ».

Pour conclure, je pense que l'un des enjeux majeurs de l'application de l'approche « une seule santé » à l'échelle des territoires est aussi de passer d'une approche fondée sur les risques et les menaces - parfois perçue (certaines fois à raison) comme monopolisée par certaines professions et certains acteurs (cela a été évoqué à plusieurs reprises au cours de cette journée) - à une vision « collectivités et territoires producteurs de santé animale, humaine et



végétale», qui mobilise l'ensemble des professions et acteurs à l'œuvre au niveau des territoires : urbanistes, architectes, techniciens des collectivités, aménageurs, élus, ONG, citoyens...

Il existe un Réseau français des Villes-Santé de l'OMS, pourquoi pas demain un Réseau des territoires Une seule santé ?